## **Amérique**

## Argentine

## Bidonville, mode d'emploi

Cinq cents familles occupent depuis décembre un terrain en plein Buenos Aires. Petit à petit, elles ont construit des maisons en dur, jouant sur les lourdeurs judiciaires et policières.

La Nación Buenos Aires

Buenos Aires, huit yéhicules de patrouille, trois cars de police et plus de vingt-cinq agents de la police fédérale ont tenté jeudi 14 avril d'empêcher une quinzaine de familles de poursuivre la construction de maisons en dur sur un terrain de près de 5 hectares qu'elles se sont approprié. Rebaptisé
"Villa [bidonville] San Martín" par ses
habitants, il jouxte la gare ferroviaire du
même nom et une ruelle donnant directement sur la Villa 31, célèbre bidonville de la capitale, dans le quartier [très tou-

ristique] du Retiro. Mais les forces de l'ordre ont fait chou blanc. Les habitants ont imperturbablement réceptionné des matériaux de construction comme ils le font tous les jours depuis décembre 2010. La situation perdure malgré un arrêt du juge Lijo, qui a pourtant ordonné dès le début de l'occupation la clôture du terrain et le déploiement de forces de l'ordre pour empêcher toute construction. Environ 500 familles vivent désormais Villa San Martín. Elles se sont d'abord installées dans des



Dessin d'Ajubel paru dans El Mundo,

bicoques de bric et de broc. Mais les pre mières constructions en dur ont rapi-dement fait leur apparition. Le 14 avril, des maisons en briques étaient bien visibles et elles devraient bientôt, diton, être rehaussées de quelques étages. Les briques, le ciment et autres matériaux sont livrés au nez et à la barbe de

La veille, à partir de midi, des dizaines d'agents en uniforme ont formé un cordon empêchant l'accès au bidonville. La police fédérale a précisé que sa présence sur place précédait une mesure d'expulsion. Mais la décision de justice attendue n'est jamais venue

Dans la confusion provoquée par cette présence policière, des insultes ont fusé et des bousculades se sont soldées par trois arrestations pour outrage à représentant de la force publique. Au début de l'intervention, la police est bien parvenue à empêcher que quinze familles ne poursuivent leurs travaux. Mais 17 heures a sonné la fin du service pour la plupart des policiers présents, et les habitants ont pu tranquillement reprendre leur tâche.

Selon des habitants du quartier, mais aussi des agents de police, les parcelles se aussi des agents de police, les parcelles se gagnent et se perdent parfois à coups de pistolet. "Il y a eu deux morts il y a trois semaines, tout ça pour un litige portant sur 30 centimètres de terrain", raconte Duilio, un Paraguayen qui est arrivé en Argentine il y a un an, attiré par ce que lui avait raconté un proche installé dans la Villa prosiène et qui contratult id sa maissa.

raconte un proche installe dails la villa 3.
voisine et qui construit ici sa maison.
"Nous sommes là pour éviter que les
constructions se multiplient. Mais le fait est
qu'elles progressent chaque jour. Nous attendons toujours une décision d'expulsion pour
en finir", explique un policier, qui, comme les autres agents que nous avons rencon-trés, préfère garder l'anonymat.

Il suffit de déambuler sur le terrain pour constater que nombre de ces constructions possèdent des piliers en béton armé et des fondations d'un bon mètre de profondeur. "Ça permet de monter trois niveaux, et ça tient du tonnerre", explique Omar, lui aussi paraguayen, avant de préciser : "Nous ne partirons pas d'ici,

parce que nous en avons marre de payer des loyers et que nous voulons un logement à nous. Il y a ici des femmes enceintes et des enfants. La police commettrait une belle erreur en nous expulsant. Personne ne se soucie de nous, ni [le maire de Buenos Aires] Mauricio Macri ni [la présidente argentine]

Cristina Kirchner."

Dans la Villa San Martín, un studio peut se louer 750 pesos [130 euros]. Les "propriétaires" vivent tous dans la Villa 31 et ont "investi" sur ce terrain. "Certains ont occupé le terrain plus rapidement que d'autres et bon... c'est comme ça, constate Mabel, une habitante. Nous occupons la lisière des installations ferroviaires de la gare de San Martín, mais la police ne veut pas que nous construisions ici parce que le terrain était alloué aux Péruviens, et il y avait un marché tous les week-ends. On m'a menacée de mort, mais maintenant je n'ai plus peur de rien." Les maisons en dur de la Villa San

Martin ne sont qu'à 25 mètres de la pres-tigieuse avenue Ramos Mejía, où passent chaque jour des milliers de touristes rejoi-gnant ou quittant la gare routière. Pour les commerçants du quartier, la présence de la police limite pour une très large part les vols, car ce coin est un lieu de choix pour les voleurs à la tire.

A l'issue de cette démonstration de force policière, les autorités ont tenu à préciser que les opérations de ce type se reproduiraient dans le bidonville. Pendant ce temps, la nouvelle villa du Retiro poursuit son expansion. Pablo Tomino